No 4.

LA DETTE PUBLIQUE

Voici un état qui nous donne des renseignements complets sur la dette publique:

LA DETTE PUBLIQUE.

Tableau indiquant la dette brute, l'actif total, la dette nette, l'intérêt net sur la dette, le taux net d'intérêt, et l'intérêt payé par tête de la population pour chaque année depuis la confédération.

Année.	Dette totale.	Actif total.	Dette nette.	Intérêt payé sur la dette.	Intérêt reçu des placements	Intérêt net réel.	Taux net de l'intérêt payé.	Intérêt payé per capita.
	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.		
1867...	93,046,051 73	17,317,410 36	75,728,641 37	.....	.....	.....	.....	.....
1868...	96,896,666 20	21,139,531 46	75,757,134 74	4,501,568 33	126.419 84	4,375,148 49	4.51	1.29
1869...	112,361,998 39	36,502,679 19	75,859,319 20	4,907,013 71	313,021 20	4,593,992 51	4.08	1.35
1870...	115,993,706 76	37,783,964 31	78,209,742 45	5,047,054 24	363,955 91	4,663,098 33	4.02	1.36
1871...	115,492,682 76	37,786,165 11	77,706,517 65	5,165,304 24	554,383 72	4,610,920 52	3.99	1.31
1872...	122,400,179 36	40,213,107 32	82,187,072 04	5,257,230 64	488,041 54	4,769,189 10	3.89	1.33
1873...	129,743,432 19	29,894,970 55	99,848,461 64	5,209,205 97	396,403 94	4,812,802 03	3.70	1.31
1874...	141,163,551 33	32,838,586 91	108,324,964 42	5,724,436 31	619,863 00	5,113,573 31	3.61	1.34
1875...	151,663,401 62	35,655,023 60	116,008,378 02	6,590,790 19	840,886 65	5,749,903 54	3.78	1·48
1876...	161,204,687 86	36,653,173 78	124,551,514 08	6,400,902 07	798,905 95	5,601,996 12	3.47	1.42
1877...	174,675,834 97	41,440,525 94	133,235,309 03	6,797,227 25	717,684 31	6,079,542 09	3.47	1.51
1878...	174,957,268 96	34,595,199 05	140,362,069 91	7,048,883 55	605,774 22	6,443,109 33	3.68	1.58
1879...	179,483,871 21	36,493,683 85	142,990,187 36	7,194,734 14	592,500 04	6,602,234 10	3.67	1.59
1880...	194,634,440 68	42,182,852 07	152,451,588 61	7,773,868 75	834,792 67	6,939,076 08	3.56	1.64
1881...	199,861,537 51	44,465,757 11	155,395,780 40	7,591,144 88	751,513 49	6,842,631 39	3.42	1.58
1882...	205,365,251 97	51,703,601 19	153,661,650 78	7,740,804 47	914,009 27	6,826,795 20	3.32	1.53
1883...	202,159,104 30	43,692,389 84	158,466,714 46	7,668,752 89	1,001,192 96	6,667,359 93	3.29	1.48
1884...	242,482,416 21	60,320,565 95	182,161,850 26	7,700,180 61	986,698 37	6,713,482 24	3.76	1.46
1885...	264,703,607 43	68,295,915 29	196,407,692 14	9,419,482 19	1,997.035 51	7,422,446 68	3.80	1.59
1886...	273,164,341 11	50,005,234 02	223,159,107 09	10,137,008 66	2,299,078 91	7,837,929 75	2.86	1.63
1887...	273,187,626 43	45,872,850 99	227,314,775 44	9,682,928 87	990,886 69	8,692,042 18	3.18	1.78
1888...	284,513,841 89	49,982,483 73	234,531,358 16	9,823,313 00	932,025 35	8,891,287 65	3.12	1.79
1889...	287,722,062 76	50,192,021 11	237,530,041 60	10,148,931 97	1,305,392 25	8,843,539 72	3.07	1.74
1890...	286,112,295 10	48,579,083 33	237,533 211 77	9,656,841 16	1,082,271 36	8,574,569 80	2.99	1.67

Le tableau ci-dessus, tiré des comptes public officiels, indique pour chaque année écoulée depuis la confédération, le chiffre de la dette brute, le total de l'actif, la dette nette, l'intérêt net sur la dette, le taux net d'intérêt et l'intérêt payé par tête de la population.

La dette brute s'est élevée à $193,066,243, de 1867 à 1890, l'actif à $31,261,673, et la dette nette à $161,804,570, tandis que le taux d'intérêt a baissé à 1.52 pour cent (de 4½ à un peu au-dessous de 3 pour cent) ou de plus d'un tiers.

La dette brute se compose d'emprunts payables à Londres à des périodes de temps plus ou moins longues, de stocks et de bons payables en Canada, de billets du Canada et des provinces en circulation ne payant pas d'intérêt, de dépôts de banques d'épargne portant intérêt à 3½ pour cent, de fonds en fidéicommis et de comptes provinciaux.

L'actif se compose de fonds d'amortissement appliqués aux divers emprunts et placés au taux courant d'intérêt, de placements portant intérêt, de comptes provinciaux et autres. Le total de l'intérêt reçu pour cet actif en 1890, s'est élevé à $1,082, 271, soit une moyenne de 2¼ pour cent.

Comment la dette a été contractée.

Que représente cette dette nette de $237,533,211 ?

A l'époque de la Confédération, quatre provinces s'unirent pour former le Canada, savoir celles de Québec, d'Ontario, du Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Ecosse. Chacune de ces quatre provinces avait sa dette particulière, qui fut assumée par le Canada.

On comprend que ce n'était pas là créer une nouvelle dette, mais qu'il s'agissait tout simplement d'un transfert au Canada confédéré des dettes provinciales qui s'élevaient alors en tout à $75,728,641.

En 1870, la province de Manitoba entra à son tour dans la confédération, et fut suivie en 1871 et 1873 de la Colombie

Britannique et de l'Ile du Prince Edouard. Les dettes de ces provinces et de nouveaux arrangements financiers avec les autres provinces, ajoutèrent $20,452,340 au chiffre de la dette fédérale. En 1884-5-6, l'on trouva que les provinces n'étaient pas subventionnées sur une base équitable, et il fut fait un réajustement final qui leur alloua $10,291,051 de plus. Ainsi donc nous constatons que sur le total de la dette nette, il faut défalquer un montant de $106,472,034, qui ne représente pas une dette créée par le Canada, pour ses propres besoins, mais bien les dettes provinciales assumées par le gouvernement fédéral. Si l'on soustrait ce montant du total de la dette nette qui s'élève à $237,533,211, il reste une dette nette de $131,061,177 encourue par le Canada POUR SES PROPRES FINS, de 1867 à 1890 inclusivement.

Pour quoi cette dette a été encourue.

Le Nord-Ouest, vaste et fertile pays, s'étendant de l'extrémité occidentale d'Ontario jusqu'à l'Océan Pacifique et de la frontière nord des Etats-Unis jusqu'aux mers polaires, renferme une étendue de 2,708,750 milles carrés. Ce pays incalculablement riche en ressources agricoles, minérales, forestières, et possédant aussi de précieuses pêcheries, fut acheté de la compagnie de la Baie d'Hudson et annexé au Canada. Il fut organisé et ouvert à la colonisation au prix total de $6,043,294, y compris les dépenses faites pour les terres publiques.

Le chemin de fer Intercolonial reliant Halifax et St-Jean avec le réseau central, et ses embranchements de l'Ile du Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse, nous donnent des moyens de communication aussi nécessaires qu'inappréciables. Il a été construit au coût de $43,354,562.

Le chemin de fer du Pacifique reliant Vancouver, sur la côte du Pacifique, à Toronto, Montréal, Québec et St-Jean sur l'Atlantique, a reçu du gouvernement du Canada la somme de

$61,940,580. Cette ligne magnifique s'étend, avec ses nombreux embranchements, sur un espace de plus de 5500 milles et n'a pas de supérieure au monde.

Le système des canaux du Canada qui ouvre les plus belles communications par eau du monde entier, a été étendu et est bien près d'être achevé au coût de $33,868,296, et le fleuve St-Laurent, artère principal de notre commerce, a été rendu navigable jusqu'à Montréal pour les vaisseaux du plus fort tirant d'eau, au prix de $2,725,504.

En résumé le Canada a dépensé pour ces acquisitions et ces magnifiques travaux les montants suivants:

Territoires du Nord-Ouest	$ 6,043,294
Chemin de fer Intercolonial et embranchements	43,454,562
" " *Canadien du Pacifique*	61,940,580
Canaux et travaux sur nos rivières	36,593,800
Total	$148,032,236

Ainsi donc nous voyons que la dette nette de $131,061,177, encourue par le Canada depuis la Confédération pour ses propres fins, est plus que compensée par l'achat et l'organisation du Nord-Ouest, l'achèvement de notre système de canaux, la construction de l'Intercolonial et l'aide donné au chemin de fer canadien du Pacifique.

En outre, nous avons fait des travaux publics de la plus grande utilité dans toutes les parties du Canada, nous avons érigé nos édifices parlementaires à Ottawa et nous avons arpenté et ouvert à la colonisation dans les territoires du Nord-Ouest, une étendue de pays suffisante pour y asseoir les bases d'un empire. Et tout cela, le gouvernement l'a fait à même le revenu.

Quel est le Canadien qui n'avouera pas que le Canada a reçu pleine valeur pour l'argent qu'il a dépensé, s'il compare la dette

fédérale aux avantages incalculables que nous donnent les grands travaux publics que nous venons de mentionner? Que serait aujourd'hui le Canada sans le fertile Nord-Ouest, sans ses vastes lignes de chemins de fer et ses superbes canaux qui représentent les artères de notre vie commerciale et qui nous valent notre existence comme peuple et notre prospérité?

Toutefois, il ne faut pas oublier que l'augmentation de la dette dont parlent tant les chefs et la presse de l'opposition, n'a pas été entièrement contractée par les conservateurs. Malheureusement pour le Canada, les libéraux furent au pouvoir de 1874 à 1879 et leur gouvernement nous a laissé un dossier qu'il sera fort instructif de consulter.

Le premier juillet 1873, la dette nette du Canada était de $99,848,461 et les libéraux qui prirent cette année-là la directions des affaires publiques, restèrent au pouvoir jusqu'à 1878 Or, le premier juillet 1878, la dette nette du Canada s'était élevée à $140,362,069. Il y eut donc sous leur administration, une augmentation de $40,513,608, soit une moyenne de $8,102.721 par année.

La moyenne annuelle de l'augmentation de la dette durant les dix-huit années du régime conservateur a été de $6,700,000. Mais il faut se rappeler que c'est aussi sous le règne des conservateurs que furent faites les grandes dépenses se rattachant au chemin de fer Intercolonial, au chemin de fer du Pacifique, aux Territoires du Nord-Ouest, ainsi qu'aux dettes et aux subventions des provinces. Si nous retranchons ce qui a été alloué aux provinces sous les deux régimes, nous constatons que l'augmentation de la dette nette sous les libéraux a été de $7,100,000 par année en moyenne, tandis qu'elle n'a été sous les conservateurs que de $5,300,000.

Comment l'opposition aurait-elle le droit de dénoncer le gouvernement pour avoir accru la dette nette à raison de $1, 800,000 par année de moins que sous leur propre règne, si l'on réfléchit surtout que cet accroissement de $7,100,000 par

année sous les libéraux, n'est pas justifiée par des dépenses pour des travaux publics d'utilité, mais ont servi surtout à couvrir le déficit de près de $2,600,000 qui signala leur malheureuse administration financière.

Le fardeau de la dette

Il est un autre fait dont il faut tenir compte.

Le fardeau de la dette est l'intérêt annuel qu'il représente et que le peuple doit payer. En envisageant la question à ce point de vue, nous voyons qu'il n'y a pas du tout lieu de s'alarmer. Lors de la confédération, la dette nette s'élevait à $75,000,000. Ce montant représentait tout simplement les dettes réunies des quatre provinces, dettes qui furent transférées au Canada. L'intérêt sur cette somme divisée par le chiffre de la population à cette époque donnait, $1.29 par tête. C'est-à-dire qu'en 1867, avant que le Canada eut ajouté un seul centin à la dette publique, nous avions à payer $1.29 par tête de la population.

Le premier juillet 1873, année de la chute du parti conservateur, l'intérêt de la dette s'élevait à $1.31 pour chaque personne, soit une augmentation de deux centins par tête en cinq années, ou de 2-5 de centin par année.

Au mois de juillet 1878, année de la chute du gouvernement libéral, l'intérêt sur la dette nette s'éleva à $1.58 par tête, ce qui représente une augmentation sous ce régime de $0.27 par tête durant cinq ans, un peu plus de 5.2-5 de centin par tête par année. Au mois de juillet 1890, l'intérêt sur la dette nette ne s'élevait qu'à $1.65 par tête, soit une augmentation en douze années de seulement $0.07, ou de 7-12 de centin par année.

Mais depuis 1878 le Canada a construit le chemin de fer du Pacifique, la Ligne Courte, le chemin de fer du Cap Breton, creusé ses canaux et ses rivières, subventionné largement de

nouvelles lignes de chemins de fer, de paquebots océaniques, et tout cela nous l'avons fait en n'ajoutant à l'intérêt de la dette publique que 7-12 d'un centin par tête par année

La dette n'augmente pas ! !

En jetant un coup d'œil sur l'état ci-dessus, l'on verra que la dette brute a diminué de $1,609,776 en 1890, tandis que la dette nette est restée pratiquement la même que celle de 1889, ce qui est conforme à la politique développée par l'honorable M. Foster dans son discours budgétaire de 1889 où il disait :

" En supposant que la condition du pays soit aussi prospère qu'elle l'est aujourd'hui durant les trois années qui vont suivre, et qu'aucun évènement extraordinaire n'entraîne de dépenses exceptionnelles d'ici au 30 juin 1892, nous devrions être en mesure de payer nos dépenses imputables au capital et de payer les dépenses courantes, sans ajouter un seul dollar à la dette nette du pays. En d'autres termes, je veux dire que nous devrions pouvoir,durant les trois années qui vont suivre, payer toutes nos dépenses imputables au capital, soit $12,789,789, en tenant compte du fond d'amortissement de la dette brute, sans que notre dette fut plus élevée qu'elle ne l'était le 1er juillet 1889. Et si, après 1892, la prospérité continuait de régner, si la population augmentait et si le revenu s'accroissait en conséquence avec le même tarif je crois, qu'à moins d'évènements et de dépenses extraordinaires, nous pourrions passer plusieurs années sans augmenter aucunement la dette publique, tout en pourvoyant aux dépenses nécessaires imputables au capital et aux différents services du public à même les recettes qui constituent le revenu consolidé du Canada."

En mettant cette politique à exécution le Canada aura réussi à former une confédération puissante en s'annexant des domaines d'une richesse sans égale et en les ouvrant à la colonisation par des voies d'eau et de chemins de fer qui n'ont pas

de supérieures au monde. Il aura la gloire de s'être préparé à soutenir avec avantage la concurrence commerciale et industrielle sur les grands marchés de l'univers, en n'augmentant que de 36c. de plus par tête qu'en 1867 le fardeau de l'intérêt de la dette, laquelle diminuera à mesure que notre population se développera. D'autres nations ont accumulé d'immenses dettes pour faire la guerre et pour maintenir des armées permanentes : le Canada, lui, ne s'est endetté que pour promouvoir l'unité, l'agrandissement d'un pays aujourd'hui très prospère et qui est destiné à une prospérité plus étonnante encore.